PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE VILLE DE LORRAINE TENUE LE 8 NOVEMBRE 2016 À LA MAIRIE (DOMAINE GARTH), VILLE DE LORRAINE.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Siège no 1 -	M. Jean Comtois, conseiller
Siège no 2 -	M ^{me} Kathleen Otis, conseillère
Siège no 3 -	M ^{me} Isabelle Lacasse, conseillère
Siège no 4 -	M ^{me} Chantal Lehoux, conseillère
Siège no 5 -	M ^{me} Martine Guilbault, conseillère
Siège no 6 -	M. Jean Gagnon, conseiller

ÉTAIENT ÉGALEMENT PRÉSENTS:

M. Christian Schryburt, directeur général
Me Sylvie Trahan, greffière

Formant quorum de ce conseil sous la présidence de madame la mairesse, Lynn Dionne.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Madame la mairesse souhaite la bienvenue aux personnes présentes et déclare la séance ouverte, il est 19 h 02.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2016-11-211 Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis
APPUYÉ par la conseillère : Chantal Lehoux
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE l'ordre du jour soit adopté tel que déposé.

3. DÉPÔT – Rapport du maire sur la situation financière – article 474.1 de la Loi sur les cités et villes

2016-11-212 Chères Lorraines,
chers Lorrains,

En prévision de l'adoption du budget 2017 de la Ville de Lorraine, qui aura lieu en décembre prochain, et conformément à l'article 474.1 de la *Loi sur les cités et villes*, je suis très fière de vous faire rapport de la situation financière de notre municipalité pour l'exercice qui s'est terminé le 31 décembre 2015. Les données contenues dans ce rapport proviennent en grande partie des vérifications comptables externes qui tracent un portrait conforme et transparent des opérations comptables de l'administration municipale.

Je dépose également, en annexe, la liste des contrats comportant une dépense de plus de 25 000 \$ ainsi que la liste des contrats de plus de 2 000 \$, qui totalisent plus de 25 000 \$ octroyés à un même fournisseur pendant la période du 1^{er} novembre 2015 au 31 octobre 2016.

LES RÉSULTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015

Au terme de l'exercice financier 2015, nos livres démontrent un surplus total consolidé de 290 157 \$. La Ville est tenue de consolider son rapport financier annuel avec les organismes suivants, et ce, en tenant compte des quotes-parts qui lui sont attribuées :

- la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ;
- la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine ;
- le Conseil intermunicipal de transport des Laurentides (CITL).

LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Les états financiers ont été vérifiés par la firme Amyot Gélinas, S.E.N.C., qui mentionne leur conformité dans tous leurs aspects significatifs et qui atteste qu'ils présentent une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lorraine et des organismes sous son contrôle au 31 décembre 2015.

RETOUR SUR LE PLAN D'ACTION 2016

Dans son budget 2016, le conseil municipal a adopté un programme triennal d'immobilisations totalisant des investissements de 3 760 000 \$. La grande majorité des projets réalisés au cours de la dernière année visaient à bonifier l'offre de services aux citoyens, à améliorer l'état de nos infrastructures et à acquérir des équipements.

La mise à niveau du réseau d'aqueduc et d'égout du secteur sud est presque achevée. Nous avons investi un million de dollars pour procéder à la réfection des équipements souterrains du chemin de Saverne ainsi que des avenues de Morhange et de Hautmont. Ce projet a été financé à 98 % par le Programme de la taxe sur l'essence et la contribution du Québec 2014-2018 (TECQ). Une partie de cette subvention, combinée à celle provenant du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), nous a permis de construire un nouveau garage municipal adapté à nos besoins et qui répond mieux aux normes de sécurité. La revitalisation de ce secteur sera complétée au printemps 2017 alors qu'un quai et une aire de repos seront installés sur les berges de la rivière des Mille Îles.

Plusieurs parcs et espaces verts ont également été mis au goût du jour. Les modules de jeu des parcs des Épinettes et Rambervillers ont été modernisés. Quant au parc Morhange, on y a installé trois modules de jeux ainsi que du nouveau mobilier urbain. Une aire ombragée a été ajoutée au parc Lorraine et les placettes Broussey et Fontoy, situées dans le secteur nord, seront aménagées au cours des prochaines semaines.

Les travaux de restauration du domaine Garth étant terminés, les Lorrains profitent d'une toute nouvelle offre d'activités culturelles et familiales en ce précieux lieu patrimonial.

La concrétisation de nombreux engagements inscrits au plan d'action de la Politique Municipalité amie des aînés (MADA) me rend particulièrement fière. Depuis cette année, les aînés peuvent bénéficier d'une offre élargie de transport par Taxibus, de la mise en place du Programme Rappid+Or et d'une nouvelle Carte Citoyen à vie. De plus, un projet de construction de résidence pour aînés fait actuellement l'objet d'une consultation publique. Fidèles à nos engagements, nous membres de votre conseil municipal, écouterons les besoins et les préoccupations de la population et les concilieront en toute transparence.

En terminant, nous avons judicieusement investi les nouveaux revenus encourus par la vente du terrain où se situe le MLorraine pour mettre en place des projets porteurs pour toute la collectivité, sans augmenter notre niveau d'endettement.

L'implantation de la collecte des matières organiques en est un bel exemple. Je félicite d'ailleurs les quelque 80 % de Lorrains qui ont entrepris avec nous ce virage vert et ceux qui se joindront éventuellement à nous. Concrètement, nous avons réduit de 38,9 % la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement et valorisé plus de 700 tonnes métriques de matières organiques, et ce, en six mois seulement.

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES CONCERNANT L'EXERCICE 2016

Le conseil municipal de la Ville de Lorraine avait approuvé un budget équilibré de 15 560 598 \$ pour le présent exercice. Nos dernières vérifications et analyses indiquent qu'il devrait se terminer avec un excédent budgétaire d'environ 125 000 \$.

LA RÉMUNÉRATION DES ÉLUS

Au cours de l'année 2016, les membres du Conseil ont reçu le traitement suivant :

- le salaire annuel de base de la mairesse est de 61 468,16 \$ auquel s'ajoute une allocation non imposable de 16 216,20 \$;
- le salaire de base des conseillères et conseillers est de 22 237,28 \$ auquel s'ajoute une allocation non imposable de 11 118,64 \$;
- l'allocation mensuelle attribuée au maire suppléant est de 417,01 \$, en plus d'une somme non imposable de 208,50 \$.

À titre de membre délégué de la Régie intermunicipale de police, la mairesse a reçu en 2016, 2 821,90 \$, en jetons de participation, alors que les conseillers municipaux qui ont agi à titre de délégués substituts se sont réparti la somme de 4 232,85 \$. À la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine, la mairesse a reçu 379,35 \$ par mois, tandis que les conseillers ont reçu 254,79 \$ ainsi qu'une allocation mensuelle non imposable de 127,40 \$.

À la Municipalité régionale de comté Thérèse-De Blainville, la mairesse a reçu une rémunération mensuelle de 636 \$ ainsi que 318 \$ en jeton de participation aux séances. Enfin, pour siéger à l'assemblée du Conseil intermunicipal de transport des Laurentides (CITL) la mairesse a reçu 300 \$ en jetons de présence et 150 \$ en allocation de dépense alors que le conseiller a reçu 150 \$ en jetons de présence et 75 \$ en allocation de dépenses.

ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU BUDGET 2017

Nous travaillons actuellement à préparer le budget 2017 dans le plus grand respect des contribuables lorrains et des générations futures. Nous nous engageons à poursuivre la réalisation des divers plans d'action qui s'adressent aux clientèles familiales et aînées, à mettre en valeur nos parcs et espaces verts, à améliorer l'offre de services aux citoyens ainsi qu'à assurer la pérennité de nos équipements et de nos infrastructures.

Soyez assurés que les membres du conseil municipal et le personnel administratif travaillent avec rigueur et professionnalisme à limiter la croissance de l'administration, dans l'intérêt des Lorraines et des Lorrains.

PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS - 2017, 2018 et 2019

Le programme de dépenses en immobilisations dresse une liste des projets que la Ville souhaite réaliser au cours des trois prochaines années. Ces investissements touchent le développement durable, la préservation de l'environnement, la mise en place d'infrastructures de loisirs, la revitalisation des parcs, ainsi que la mise à niveau de nos infrastructures routières et souterraines.

ADOPTION DU BUDGET 2017

Le programme triennal d'immobilisations des années 2017-2018-2019 sera dévoilé lors de la présentation du budget 2017, qui suivra la séance ordinaire du conseil municipal du mardi 13 décembre prochain à 19 h au Centre culturel Laurent G. Belley.

En terminant, je tiens à remercier tous les membres de l'administration municipale qui se sont investis avec rigueur dans la préparation du budget 2017. Ce rapport, de même que les listes des contrats, sera disponible dès demain sur le site Internet de la Ville au www.ville.lorraine.qc.ca dans la section Regard sur notre ville, Budget et rapports financiers.

La mairesse,
Lynn Dionne

4. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA DERNIÈRE SÉANCE

2016-11-213 Approbation du procès-verbal de la séance du 11 octobre 2016

ATTENDU QUE conformément au 1^{er} paragraphe de l'article 333 de la Loi sur les cités et villes, le procès-verbal de la séance du 11 octobre 2016 a été dressé et transcrit dans le livre de la ville par la greffière;

ATTENDU QUE ce procès-verbal doit être approuvé à la séance suivante;

ATTENDU QU'une copie du procès-verbal de la séance du 11 octobre 2016 a été transmise à chacun des membres du conseil de la Ville de Lorraine au plus tard la veille de la présente séance, la greffière étant alors dispensée d'en faire lecture conformément au paragraphe 2 de l'article 333 de la Loi sur les cités et villes;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller : Jean Gagnon
APPUYÉ par la conseillère : Isabelle Lacasse
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le procès-verbal de la séance du 11 octobre 2016 soit adopté tel que présenté.

5. PRÉSENTATION DES COMPTES

5.1

2016-11-214 Approbation des comptes payés et à payer du mois d'octobre 2016

ATTENDU QUE conformément à l'article 3.1 du *Règlement n° 217* et ses amendements *dégrant aux fonctionnaires ou employés de la municipalité le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la municipalité*, la trésorière a déposé aux membres du conseil de la Ville de Lorraine la liste des chèques émis ou des comptes payés en date du 8 novembre 2016;

ATTENDU QUE la trésorière a également déposé aux membres du conseil de Ville de Lorraine la liste des comptes qui restent à payer pour le mois d'octobre 2016;

M. Jean Comtois, président de la Commission des finances, informe les membres du conseil que M. Jean Gagnon, vice-président de la commission de finances, M^{me} Martine Guilbault, membre substitut, et lui-même ont procédé à l'examen de ces comptes et que le tout a été trouvé conforme;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller : Jean Comtois

APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

DE PRENDRE ACTE du dépôt de la liste des chèques émis et des comptes payés en date du 8 novembre 2016 totalisant la somme de 114 238,91 \$ dont copie est jointe à la présente pour en faire partie intégrante;

D'APPROUVER la liste des comptes qui restent à payer pour la période du 12 octobre au 8 novembre 2016, pour un montant de 1 749 283,56 \$ dont copie est jointe à la présente pour en faire partie intégrante;

QUE la trésorerie soit autorisée à émettre les chèques en paiement des comptes qui restent à payer et ce, en imputant les sommes nécessaires à même les codes budgétaires appropriés.

L'assistante trésorière atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-73.

6. COMITÉ ET COMMISSIONS

6.1

2016-11-215 COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME – Approbation du procès-verbal de la dernière séance – 25 octobre 2016

ATTENDU QUE le secrétaire du Comité consultatif d'urbanisme doit faire parvenir au conseil municipal pour approbation, le procès-verbal de toute assemblée du comité;

ATTENDU QUE les membres du conseil de Ville de Lorraine ont reçu communication et ont pris connaissance du procès-verbal de la séance du comité tenue le 25 octobre 2016;

M^{me} Kathleen Otis, membre du comité, fait état des travaux de celui-ci durant le mois d'octobre 2016.

- *deux (2) plans d'amélioration locale ont été approuvés pour une valeur de 16 000 \$;*

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis
APPUYÉ par la conseillère : Chantal Lehoux
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le procès-verbal de la séance du Comité consultatif d'urbanisme de Ville de Lorraine tenue le 25 octobre 2016 soit approuvé tel que présenté.

7. DÉPÔT DES AVIS DE MOTION ET DES PROJETS DE RÈGLEMENTS

7.1

2016-11-216 AVIS DE MOTION – Règlement 164-P relatif à l'interdiction d'effectuer un virage en U sur le boulevard de Chambord direction nord et sud à l'intersection de Fontenay et concernant l'ajout d'arrêts obligatoires sur le boulevard De Gaulle Nord et Sud à l'intersection de Place Lorraine et l'accès au Centre culturel Laurent G. Belley

RETIRÉ

7.2

2016-11-217 AVIS DE MOTION – Règlement 236-10 pourvoyant à l'imposition des taxes afin de rencontrer les obligations de la ville pour l'exercice financier 2017 & prévisions budgétaires pour l'année 2017

Avis de motion est, par la présente, donné par Jean Gagnon, conseiller, à l'effet que, lors d'une prochaine séance du conseil, l'adoption du règlement 236-10 pourvoyant à l'imposition des taxes afin de rencontrer les obligations de la ville pour l'exercice financier 2017 & prévisions budgétaires pour l'année 2017, sera proposée.

7.3

2016-11-218 AVIS DE MOTION – Règlement 237-10 concernant la tarification des biens, activités et services fournis aux usagers

Avis de motion est, par la présente, donné par Martine Guilbault, conseillère, à l'effet que, lors d'une prochaine séance du conseil, l'adoption du règlement 237-10 concernant la tarification des biens, activités et services fournis aux usagers, sera proposée.

8. ADOPTION DES RÈGLEMENTS

8.1

2016-11-219 ADOPTION – Règlement URB-05-03 modifiant le « Règlement URB 05 de construction », afin d'y introduire des dispositions relatives à la protection contre l'incendie, dont, les extincteurs portatifs, les détecteurs de fumée et de monoxyde de carbone

ATTENDU QUE le Règlement URB-5 de construction est en vigueur;

ATTENTU QUE le Conseil municipal de la Ville de Lorraine juge opportun de procéder à certaines modifications du règlement ;

ATTENDU QU'un avis de motion a dûment été donné par M. Jean Gagnon, conseiller, lors de la séance ordinaire tenue le 13 septembre 2016 et portant le numéro 2016-09-177;

ATTENDU l'assemblée de consultation de consultation tenue ce jour même préalablement à la présente séance suite à l'adoption du projet de règlement à la séance du 11 octobre 2016;

ATTENDU que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu ledit règlement URB-05-03 et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller : Jean Gagnon

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si récité au long;

D'ADOPTER le règlement URB-05-03 modifiant le « Règlement URB 05 de construction », afin d'y introduire des dispositions relatives à la protection contre l'incendie, dont, les extincteurs portatifs, les détecteurs de fumée et de monoxyde de carbone.

9.

RÉSOLUTIONS

9.3 Direction des finances et trésorerie

2016-11-220

REFINANCEMENT – Concordance et courte échéance – Règlements d'emprunt B-228, B-273, B-290, B-291, B-277 et B-269

ATTENDU QUE, conformément aux règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux la Ville de Lorraine souhaite emprunter par billet un montant total de 1 911 300 \$:

Règlements d'emprunt n°	Pour un montant de \$
B-228 – Règlement pourvoyant à l'exécution des travaux d'aqueduc, d'égouts sanitaires, drainage, travaux préliminaires de rues pavage 1ère et 2ième couche, bordures, aménagement parc, éclairage et distribution souterraine d'électricité sur les lots numéros 957-582 et 957-613 et des parties des lots P-313-2 et P313-4 (Bd René-d'Anjou) et 957-612 et 1007-1 (Place « T ») formant la 2ième partie de la Phase III – Étape II du projet René-d'Anjou, et faisant partie du cadastre officiel de la Paroisse de Sainte-Thérèse-de Blainville, circonscription foncière de Terrebonne, Ville de Lorraine, et pourvoyant à une participation financière estimée à 401 768,00\$ de la part des promoteurs ainsi qu'à l'emprunt, par émission d'obligations d'un montant n'excédant pas sept cent soixante-dix-huit mille neuf cent soixante-et-un dollars (805 533,00\$) pour une somme totale de un million cent quatre-vingt mille sept cent vingt-neuf dollars (1 207 301,00\$), dans le but de financer l'exécution des travaux susmentionnés	157 400 \$
B-273 - Règlement d'emprunt décrétant un emprunt de 1 185 000,00\$ et pour pourvoir à des travaux d'asphaltage de l'avenue Fraser, de reconstruction et de reprofilage des fossés de l'avenue Fraser (entre le boulevard Vignory et le rang Saint-François) sur le territoire de la Ville de Lorraine	656 900 \$
B-290 – Règlement d'emprunt pourvoyant à la reconstruction du garage municipal, la réalisation du plan d'intervention des réseaux d'aqueduc et d'égouts, ainsi qu'au renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout de la rue Louvigny, du boulevard de Nancy, des chemins de Saverne et de la Meuse, des places de Dabo et de Sion, de même que des avenues de Haumont, de Sion et de Montsec, pour un montant total maximum de 2 900 000 \$	500 000 \$

B-291 – Règlement d'emprunt relatif aux travaux du garage municipal – partie subventionnée du PIQM pour un montant maximum de 1 159 000\$	500 000 \$
B-277 – Règlement d'emprunt décrétant un emprunt de 366 000 \$ pour pourvoir à des travaux de déplacement des conduites d'aqueduc et d'égout sur l'avenue Morhange, localisées en arrière-lot des lots 1 952 480 et 1 952 483	37 000 \$
B-269 – Règlement d'emprunt décrétant un emprunt de 537 000 \$ pour pourvoir à des travaux de déplacement des conduites d'aqueduc et d'égout localisées en arrière-lot sur l'avenue de Morhange entre le chemin de Saverne et la rue d'Échenay – Phase 1	60 000 \$

ATTENDU QU'à ces fins, il devient nécessaire de modifier les règlements d'emprunt en vertu desquels ces billets sont émis;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Isabelle Lacasse
APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QU'un emprunt par billet au montant de 1 911 300 \$ prévu aux règlements d'emprunt numéros B-228, B-273, B-290, B-291, B-277 et B-269 soit réalisé;

QUE les billets soient signés par la mairesse et la trésorière;

QUE les billets soient datés du 6 décembre 2016;

QUE les intérêts sur les billets soient payables semi-annuellement;

QUE les billets, quant au capital, soient remboursés comme suit :

2017	109 000 \$
2018	112 000 \$
2019	115 000 \$
2020	118 000 \$
2021	121 000 \$ (à payer en 2021)
2021	1 336 300 \$ (à renouveler)

QUE pour réaliser cet emprunt la Ville de Lorraine émette pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de **cinq (5) ans** (à compter du 6 décembre 2016), en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2022 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d'emprunt numéros B-273, B-290, B-291, B-277 et B-269, chaque emprunt subséquent devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt.

9.4 Direction du développement durable

2016-11-221

ADJUDICATION DE CONTRAT AU PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE – Réfection de diverses placettes et travaux de bordures

ATTENDU QUE le 19 octobre 2016, la Ville de Lorraine procédait à un appel d'offres sur invitation pour la réfection de diverses placettes et travaux de bordures;

ATTENDU QUE trois (3) compagnies ont déposé leur soumission à la date et l'heure maximales prévues pour le dépôt des soumissions;

Soumissionnaire	Prix soumissionné (taxes incluses)
Les Asphaltes J. Dumont inc.	37 190,96 \$
Les Entreprises Charles Maisonneuve Ltée	45 613,19 \$
Pavage Dion inc.	58 769,70\$

ATTENDU QUE suite à l'étude et l'analyse de ces soumissions par l'adjoint au directeur du Service du développement durable, celles-ci ont été jugées conformes aux conditions de soumission;

ATTENDU QUE la soumission déposée par **Les Asphaltes J. Dumont inc.** est la plus basse soumission conforme reçue;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par l'adjoint au directeur du Service du développement durable et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Chantal Lehoux

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

D'ADJUGER le contrat relatif à la réfection de diverses placettes et travaux de bordures, au plus bas soumissionnaire conforme, soit **Les Asphaltes J. Dumont inc.**, pour la somme de 37 190,96 \$ taxes incluses ;

QUE le contenu du cahier des charges, de la soumission et des documents afférents constitue le contrat entre la ville et **Les Asphaltes J. Dumont inc.**;

QUE sur réception de la présente résolution, le contrat devient complet sans autre formalité ou avis;

D'AUTORISER la trésorerie à effectuer le paiement des travaux sur présentation des pièces justificatives jusqu'à concurrence d'une somme de 37 190,96 \$ taxes incluses et à imputer les sommes nécessaires à même le surplus affecté.

La trésorière atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-71.

2016-11-222

ANNULATION – Processus d'appel d'offres – Aménagement d'une passerelle piétonnière Val-d'Ajol / Hombourg

ATTENDU QU'Une demande de soumissions par appel d'offres pour l'**Aménagement d'une passerelle piétonnière Val-d'Ajol / Hombourg** sur le babillard électronique *SÉAO* en date du 4 octobre 2016 et dans le journal *Constructo* le même jour;

ATTENDU l'ouverture des soumissions relatives au projet susmentionné, en date du 20 octobre 2016.

ATTENDU que neuf compagnies ont déposé une soumission dans les délais prescrits;

ATTENDU que les prix soumis dépassent de façon considérable l'estimé des coûts prévus;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis

APPUYÉ par la conseillère : Isabelle Lacasse

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si réitéré au long;

DE METTRE FIN au processus d'appel d'offres sur invitation effectué le 4 octobre 2016 relativement à l'**Aménagement d'une passerelle piétonnière Val-d'Ajol / Hombourg**

ET QU'EN CONSÉQUENCE, DE REJETTER toutes les soumissions reçues de la part des compagnies suivantes dans le cadre dudit appel d'offres :

Soumissionnaire
Groupe Dubé et associés inc.
Constructions BSL inc.
Bernard Malo inc.
Expertise C4 inc.
Civisol inc.
Urbex Construction inc.
Gelco Construction
Unigertec inc.
Les Entreprises Pera inc. / 9016-6919 Québec inc.

2016-10-223 AUTORISATION – Règlement hors cour – Réclamation – 4, place de Chazelles

ATTENDU QUE le 1^{er} septembre 2016, la Ville de Lorraine recevait une réclamation de la part des propriétaires du 4, place de Chazelles, à la suite d'un refoulement d'égout et causant des dommages à leur propriété;

ATTENDU QU'un règlement hors cour est intervenu entre les parties dans ce dossier portant le numéro C2016-14;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par le directeur du Service du développement durable et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Chantal Lehoux

APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

DE PRENDRE ACTE ET D'ENTÉRINER le règlement hors cour obtenu, dont une quittance totale et finale, pour un montant maximum total et final de 1 209,44 \$ taxes incluses, représentant le coût des réparations nécessaires, le tout, sans admission de responsabilité;

D'AUTORISER le directeur général, la greffière ou l'assistante greffière, à signer tout document donnant effet à la présente résolution;

D'AUTORISER la trésorerie à émettre un chèque au montant de 1 209,44 \$ à l'ordre de M^{me} Marlène Brulé et M. Gilles Gaulin, le tout, conditionnel à l'obtention d'une quittance totale et finale et sans admission de responsabilité de la Ville de Lorraine;

D'AUTORISER la trésorerie à imputer la somme de 1 209,44 \$ à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-191-00-995.

La trésorière atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-75.

9.5 Direction des loisirs et de la culture

2016-11-224 MODIFICATION – Résolution 2016-07-153 « AUTORISATION SIGNATURE – Entente de service 2016-2017 – Tarification de la clientèle de Bois-des-Filion »

CONSIDÉRANT la résolution 2016-07-153 « **AUTORISATION SIGNATURE – Entente de service 2016-2017 – Tarification de la clientèle de Bois-des-Filion** »;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Martine Guilbault

APPUYÉ par la conseillère : Isabelle Lacasse

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

DE MODIFIER la résolution 2016-07-153 quant à la période de l'entente qui doit se lire « du 1^{er} décembre 2016 au 31 décembre 2017 ».

2016-10-225 SOUTIEN FINANCIER – Panier de Noël

CONSIDÉRANT que la Ville de Lorraine soutien annuellement la *Fondation aide Lorraine* et qu'elle reconnaît celle-ci pour l'organisation de la Grande Guignolée;

CONSIDÉRANT qu'un montant de 500\$ et remis annuellement comme contribution au projet des paniers de Noël;

CONSIDÉRANT que les sommes amassées reviennent directement aux gens de notre communauté dans le besoin;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Martine Guilbault

APPUYÉ par la conseillère : Chantal Lehoux

Considérant l'article 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, Mme Isabelle Lacasse s'abstient de participer aux délibérations.

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si récité au long;

QUE le conseil municipal de la Ville de Lorraine verse à la *Fondation aide Lorraine*, un soutien financier au montant de 500 \$;

D'AUTORISER la trésorerie à émettre ledit chèque au montant de 500 \$ et à imputer cette somme à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-110-00-600.

La trésorière atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-70.

2016-11-226 SOUTIEN FINANCIER – Reconnaissance aux individus pour l'année 2016

ATTENDU QUE la Ville de Lorraine contribue à l'expression de l'excellence par l'adoption de la politique de reconnaissance et de soutien des organismes et des individus dans les domaines sportif et culturel;

CONSIDÉRANT les demandes de soutien financier adressées à la Ville de Lorraine par Sara Giard, athlète de niveau international en gymnastique, Daniel Fournier, athlète de niveau international au golf long drive, Mia Savannah Hébert, athlète de niveau international en volleyball, Louise Atkinson Clark, athlète de niveau international en triathlon, Manon Edmond, athlète de niveau international en cheerleading, Maxime Marin, athlète de niveau international en badminton et Marine Pouliot Lavoie, athlète de niveau provincial en patinage artistique;

CONSIDÉRANT la demande de soutien financier adressée à la Ville de Lorraine par Léo Richard, en guise de reconnaissance de l'atteinte d'un niveau international relevant du domaine culturel;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par la directrice du Service des loisirs et de la culture et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Isabelle Lacasse

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le conseil municipal de la Ville de Lorraine autorise le versement à Marine Pouliot Lavoie, athlète de niveau provincial en patinage artistique, un soutien financier au montant de 100 \$;

QUE le conseil municipal de la Ville de Lorraine autorise le versement à Sara Giard, athlète de niveau international en gymnastique, Daniel Fournier, athlète de niveau international au golf long drive, Mia Savannah Hébert, athlète de niveau international en volleyball, Louise Atkinson Clark, athlète de niveau international en triathlon, Manon Edmond, athlète de niveau international en cheerleading et Maxime Marin, athlète de niveau international en badminton, un soutien financier au montant de 500 \$ chacun;

QU'en outre, le conseil municipal de la Ville de Lorraine autorise le versement à Léo Richard, en guise de reconnaissance de l'atteinte d'un niveau international relevant du domaine culturel aux échecs, un soutien financier au montant de 500 \$;

D'AUTORISER la trésorerie à émettre lesdits chèques et à imputer ces sommes à même les disponibilités budgétaires du poste numéro 02-710-10-991.

La trésorière atteste que les crédits sont suffisants à cet effet, tel qu'en fait foi le certificat numéro 2016-72.

2016-11-227 AUTORISATION ENTENTE – Tarif préférentiel – Local au Centre Culturel Laurent G. Belley – Alcooliques anonymes

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'« Association des Alcooliques anonymes – groupe Ville de Lorraine » relatif à la reconduction de l'entente relative au tarif préférentiel en vigueur pour la location d'une salle au Centre culturel Laurent G. Belley;

CONSIDÉRANT les recommandations formulées par la directrice du Service des loisirs et de la culture et le directeur général;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par le conseiller : Jean Comtois

APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si récité au long;

DE RECONDUIRE, pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017, le tarif préférentiel de 20\$/heure pour la location de la salle 1 au Centre culturel Laurent G. Belley. La Ville de Lorraine se réserve le droit à une nouvelle analyse dans l'éventualité d'une nouvelle demande de reconduction.

9.6 Direction des Services juridiques et du greffe

2016-11-228 CHANGEMENT DE LIEU – Séances ordinaires et extraordinaires du 13 décembre 2016

CONSIDÉRANT l'article 318 de la *Loi sur les cités et villes* ;

CONSIDÉRANT QUE le conseil veut favoriser la participation de la population au processus budgétaire de la Ville de Lorraine;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Isabelle Lacasse

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QU'exceptionnellement, la séance ordinaire du mardi 13 décembre 2016 à 19 h se tiendra au Centre culturel Laurent G. Belley situé au 4, boulevard de Montbéliard à Lorraine et non à la Mairie;

QU'en outre, la séance extraordinaire du 13 décembre 2016 portant sur l'adoption du budget de l'année 2017 et le programme triennal d'immobilisation pour les années 2017, 2018 et 2019, prévue à 19 h 30, aura lieu au Centre culturel Laurent G. Belley situé au 4, boulevard de Montbéliard à Lorraine et non à la Mairie;

QUE cette séance extraordinaire sera suivie d'une deuxième séance extraordinaire, le même jour à 20 h, également au Centre culturel Laurent G. Belley situé au 4, boulevard de Montbéliard à Lorraine, pour adopter les différents budgets des organismes paramunicipaux et donnant suite aux obligations de la municipalité.

2016-11-229 **Dépôt des déclarations d'intérêts pécuniaires des membres du conseil – article 357 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités**

RETIRÉ

2016-11-230 **OPPOSITION – Élections municipales et scolaires simultanées**

ATTENDU QUE lors des consultations particulières portant sur le projet de loi 86, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire, qui se sont tenues au printemps dernier, certains groupes ont réitéré l'idée de tenir simultanément les élections municipales et scolaires;

ATTENDU QU'au cours des dernières années, il existait un fort consensus municipal à l'effet que la tenue des élections municipales et scolaires simultanées présentait des inconvénients majeurs sur le plan de la démocratie municipale;

ATTENDU QU'entre 2007 et 2010, après avoir analysé sérieusement les impacts de telles élections, le comité conjoint UMQ-FQM sur la démocratie municipale, composé d'élus municipaux et de représentants des principales associations municipales, a fait valoir son désaccord à plusieurs reprises;

ATTENDU QU'en 2010, une lettre signée conjointement par les présidents de l'UMQ, la Fédération québécoise des municipalités, la Corporation des Officiers municipaux du Québec et l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec expliquant l'opposition du monde municipal à la simultanéité des élections municipales et scolaires a été transmise au gouvernement;

ATTENDU QUE plusieurs raisons appuyaient ce consensus dont, au premier rang, figurait le souci de l'électeur et du citoyen;

ATTENDU QUE le processus électoral actuel est complexe compte tenu du grand nombre de municipalités en élection au même moment et de la diversité électorale de celles-ci selon leur taille et leurs particularités;

ATTENDU QUE la tenue d'élections simultanées avec les commissions scolaires pourrait engendrer de la confusion dans certaines villes où l'on retrouve plusieurs bulletins de vote pour une même élection;

ATTENDU QUE pour l'électeur, une confusion peut aussi se créer sur le partage des enjeux qui relèvent de la juridiction des municipalités versus ceux des commissions scolaires si la campagne électorale et l'élection ont lieu au même moment;

ATTENDU QUE plusieurs autres raisons étaient aussi à la base de cette position dont l'envergure des travaux d'harmonisation d'ordre territorial, légal, financier et logistique à réaliser et le recrutement du personnel électoral;

ATTENDU QU'un rapport du Directeur général des élections du Québec (DGEQ), déposé au gouvernement le 17 mars 2010, confirmait les inconvénients identifiés par le comité sur la démocratie municipale;

ATTENDU QUE dans ce rapport, le DGEQ émettait plusieurs conditions préalables pour rendre réalisables différents scénarios de simultanéité, dont notamment l'harmonisation des territoires électoraux ainsi que des lois et calendriers électoraux;

ATTENDU QUE le rapport du DGEQ rapportait aussi les résultats d'expériences pilotes québécoises où des élections municipales et scolaires se sont tenues simultanément en 2009, qui démontrent que la simultanéité n'a pas eu les effets positifs escomptés;

ATTENDU QU'au chapitre des coûts, les analyses du DGEQ démontraient que parmi les cinq scénarios de faisabilité analysés pour tenir les élections municipales et scolaires simultanées, aucun ne comportait des économies d'échelle;

ATTENDU QUE toujours selon ce rapport, les provinces de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick qui tiennent des élections municipales et scolaires simultanées ne peuvent servir de modèles pour le Québec compte tenu des particularités d'organisation territoriale de ces deux provinces;

ATTENDU QUE selon des recherches menées au Canada sur la participation électorale, ce sont avant tout les enjeux électoraux en présence qui augmentent les probabilités qu'un électeur se présente aux urnes et non les mesures liées au système électoral;

ATTENDU QUE le comité sur la démocratie municipale de l'UMQ, composé d'élus municipaux et des représentants de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ), de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ), de la Ville de Québec et de la Ville de Montréal s'est réuni le 21 juin dernier;

ATTENDU QUE lors de cette réunion, le comité a mis à jour l'analyse des incidences sur la démocratie municipale de tenir simultanément les élections municipales et scolaires.

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Isabelle Lacasse
APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE la Ville de Lorraine affirme son opposition à la tenue d'élections municipales et scolaires simultanées, compte tenu des inconvénients majeurs pour la démocratie municipale.

QUE la Ville de Lorraine transmette cette résolution au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Sébastien Proulx, au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, M. Martin Coiteux, au député provincial de la circonscription de Blainville, M. Mario Laframboise, aux villes membres de la MRC Thérèse-De Blainville, à la MRC Thérèse-De Blainville, à l'UMQ et à la COMAQ.

2016-11-231

ADOPTION – Calendrier des séances ordinaires du conseil municipal – Année 2017

ATTENDU QUE conformément à l'article 319 de la Loi sur les cités et villes, le conseil établi, avant chaque année civile, le calendrier des séances ordinaires en fixant le jour et l'heure du début de chacune de ces séances;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Chantal Lehoux
APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis
et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE le préambule fasse partie des présentes comme si réitéré au long;

D'ADOPTER le calendrier des séances ordinaires du conseil municipal de Ville de Lorraine pour l'année 2017 qui se tiendront aux dates suivantes à la maison Garth située au 100, chemin de la Grande-Côte, à compter de 19 h, soit :

- mardi 10 janvier
- mardi 14 février
- mardi 14 mars
- mardi 11 avril
- mardi 9 mai
- mardi 13 juin
- mardi 11 juillet

- mardi 8 août
- mardi 12 septembre
- mardi 3 octobre (en application avec l'article 314.2 de la LERM)
- mardi 14 novembre
- mardi 12 décembre.

10. **RÉSOLUTIONS DIVERSES ET D'APPUI**

10.1

2016-11-232 **ADOPTION – Calendrier des séances ordinaires du conseil municipal – Année 2017**

ATTENDU la loi n° 76 *modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal*;

ATTENDU QUE cette loi crée deux nouveaux organismes soit l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et le Réseau de transport métropolitain (RTM);

ATTENDU QUE l'article 26 de la *Loi sur le Réseau de transport métropolitain* prévoit un processus de nominations, par collèges électoraux, pour quatre représentants des élus de la couronne Nord et quatre représentants de la couronne Sud au sein du Conseil d'administration du RTM;

ATTENDU la rencontre prévue le 9 novembre 2016 à la MRC de Deux-Montagnes pour procéder à la nomination des quatre représentants de la couronne Nord;

ATTENDU QUE le Président du Comité de transition agira, selon l'article 43 du projet de Loi n° 76, à titre de Secrétaire de cette rencontre;

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Kathleen Otis

APPUYÉ par le conseiller : Jean Gagnon

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

DE MANDATER M^{me} la mairesse Lynn Dionne à déposer au Secrétaire de la rencontre, la présente résolution, proposant les candidatures de :

- 1 M. Stéphane Berthe, Terrebonne
- 2 M. Normand Grenier, Charlemagne
- 3 M. Richard Perreault, Blainville
- 4 M. Jean Bouchard, Mirabel

D'AUTORISER M^{me} la mairesse Lynn Dionne à voter lors de la rencontre advenant une modification de la votation ou d'autres cycles de votation.

11. **AFFAIRES NOUVELLES (VARIA)**

12. **PÉRIODE DE QUESTIONS**

Les membres du conseil répondent aux questions du public.

13. **LEVÉE DE LA SÉANCE**

2016-11-233 L'ordre du jour étant épuisé,

EN CONSÉQUENCE,

Il est **PROPOSÉ** par la conseillère : Chantal Lehoux

APPUYÉ par la conseillère : Kathleen Otis

et **RÉSOLU** à l'unanimité,

QUE la séance soit levée.

Il est 20 24.

LYNN DIONNE, MAIRESSE

SYLVIE TRAHAN, GREFFIÈRE